

# **Le Premier ministre désamorce la bombe**

*Une première fissure vient d'apparaître dans le semblant de coordination entre les enseignants du Fondamental et leurs collègues du Secondaire. En effet, une rencontre entre le Premier ministre Moulay Ould Mohamed Laghdaf et les représentants des syndicats de l'enseignement fondamental a abouti à un accord qui, même à l'état de promesses, a permis au pouvoir de désamorcer la bombe qui allait éclater avec la grève des enseignants fixée de longue date pour le 15 mars prochain.*



# Le Premier ministre désamorce la bombe

*Une première fissure vient d'apparaître dans le semblant de coordination entre les enseignants du Fondamental et leurs collègues du Secondaire. En effet, une rencontre entre le Premier ministre Moulay Ould Mohamed Laghdaf et les représentants des syndicats de l'enseignement fondamental a abouti à un accord qui, même à l'état de promesses, a permis au pouvoir de désamorcer la bombe qui allait éclater avec la grève des enseignants fixée de longue date pour le 15 mars prochain.*

La grève du 15 mars prochain pourrait avoir un effet de "tempête dans un verre d'eau". En début de présente semaine, le Premier ministre pourrait bien avoir réussi à désamorcer cette bombe, notamment à l'issue de la rencontre qu'il a eue avec le monde des instituteurs. Ainsi, c'est bien d'une victoire pour le pouvoir qu'il s'agit, quand on sait que les instituteurs constituent le gros des contingents de l'éducation nationale. La démobilisation de ses "soldats" de la craie risque tout simplement de faire capoter la grève que l'on voulait comme une protestation énergique contre la mauvaise répartition du pactole de 10 milliards d'ouguiyas dégagé par le gouvernement pour les indemnités de transport, de logement et de prise en charge partielle de certains services dont l'Etat veut se dégager à moindre frais.

C'est un coup dur pour les centrales syndicales quand on sait que, déjà, il ne leur était pas acquis de pouvoir faire sortir dans les rues de Nouakchott et des autres grandes villes de l'intérieur comme Nouadhibou, Kaédi et Atar, des fonctionnaires et agents qui craignent comme la peste d'éventuelles sanctions administratives.

Il faut dire que les plus hautes autorités du pays ont donné à cette question

cepté avec diligence de voir les conditions de réalisation de leur vieille plateforme revendicative. Ainsi, il a promis de donner instruction aux ministres chargés de l'éducation d'étudier la question des statuts, de faire en sorte que les syndicats soient associés de manière effective, dans les affectations et promotions qui, chaque année, font l'objet d'une vive polémique. Mais ce qui a constitué l'appât pour ramener les enseignants du Fondamental à de meilleurs sentiments, c'est sans doute la révélation d'un supposé plan gouvernemental destiné à assurer à tous les travailleurs du secteur de l'éducation, et aux enseignants en premier, la possibilité d'obtenir des terrains à usager d'habitation et de bénéficier d'une ligne de crédit pour leur viabilisation ! La promesse aussi de donner aux instituteurs la priorité dans l'occupation des postes de responsabilité au sein de LEUR département, débarrassé de la tutelle envahissante des enseignants du Supérieur et du Secondaire, a mis fins à leurs dernières hésitations. Mais ils oublient que le Premier ministre n'a fait que des promesses, ce qui ne l'empêche pas, dans les prochains mois, à revoir à la baisse - s'il ne remet pas tout simplement aux calendes grecques ce

que l'on sait. La nouvelle tactique du pouvoir pourrait bien n'avoir comme principal objectif que de calmer le jeu en divisant le front, pas déjà très solidaire, des travailleurs mauritaniens.

## Encore cette histoire d'Etat général

L'entrevue avec le Premier ministre remet encore sur la sellette cette vieille rengaine datant de janvier 2008 d'Etats généraux sur l'éducation. Une sorte de déballage des problèmes d'un secteur qui compte parmi les plus pourris de l'administration mauritanienne.

L'idée est dans l'air depuis l'époque de la Transition mais elle tarde à prendre forme.

Ce sont les résultats du Bac, cuvée 2007, qui, pour la énième fois, avaient sonné l'alarme : 2179 admis à la première session, toutes séries confondues, sur 29.637 candidats, soient 7,89%.

De tels résultats avaient donné matière à réflexion aux responsables de l'Education de l'époque. Le ministre qui a eu à occuper dans le passé un poste de direction (Planification) dans ce département gangrené par le clientélisme, les nominations qui ne tiennent compte d'aucun critère de compétence et l'absence de stratégie éducative efficiente, avait alors pris sur elle de mettre à profit les vacances pour revoir les troupes.

Chose qu'elle avait pensé sous la forme d'un vaste recensement du personnel enseignant, en vue de son redéploiement pour la rentrée scolaire 2008-2009, et de la mise en place de nouveaux critères de promotion aux postes de responsabilités (directeurs régionaux de l'enseignement, inspecteurs départementaux, directeurs d'établissements, directeurs des études).

L'action de Madame la Ministre a eu ses partisans mais aussi ses détracteurs. Il y a ceux qui pensent que les réformes adéquates étaient vraiment lancées et ceux qui croyaient à une simple diversion. Il y a surtout ceux qui avançaient que la mise à niveau du système éducatif mauritanien nécessite la tenue, au plus vite, d'états généraux pour connaître les véritables problèmes et penser les solutions qui s'imposent. La crise politique a tout remis en cause. Depuis, on attend et rien ne prouve que la promesse du Premier ministre soit la bonne pour que, véritablement, l'on discute carte sur table du malaise de l'éducation mauritanienne.